



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/19895
20 mai 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

**RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA FORCE DES NATIONS UNIES
CHARGEE D'OBSERVER LE DEGAGEMENT**

(pour la période allant du 14 novembre 1987 au 20 mai 1988)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1
I. COMPOSITION ET DEPLOIEMENT DE LA FORCE	2 - 9
A. Composition et commandement	2 - 4
B. Déploiement	5 - 7
C. Relève des contingents	8
D. Discipline	9
II. LOGISTIQUE	10
III. ACTIVITES DE LA FORCE	11 - 19
A. Fonctions et principes directeurs	11 - 12
B. Liberté de mouvement	13
C. Maintien du cessez-le-feu	14
D. Contrôle de l'application de l'Accord sur le dégagement : zones de séparation et de limitation	15 - 17
E. Mines	18
F. Activités humanitaires	19
IV. ASPECTS FINANCIERS	20
V. APPLICATION DE LA RESOLUTION 338 (1973) DU CONSEIL DE SECURITE	21 - 22
VI. OBSERVATIONS	23 - 26

CARTE - DEPLOIEMENT DE LA FNUOD AU MOIS DE MAI 1987

INTRODUCTION

1. Le présent rapport porte sur les activités de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégellement (FNUOD) pendant la période allant du 14 novembre 1987 au 20 mai 1988. Il a pour objet de rendre compte au Conseil de sécurité des activités déployées par la FNUOD conformément au mandat que le Conseil lui a confié par sa résolution 350 (1974) du 31 mai 1974 et qu'il a prorogé par des résolutions ultérieures, dont la plus récente est sa résolution 603 (1987) du 25 novembre 1987.

I. COMPOSITION ET DEPLOIEMENT DE LA FORCE

A. Composition et commandement

2. Au mois de mai 1988, la composition de la FNUOD était la suivante :

Autriche	536
Canada	227
Finlande	410
Pologne	<u>159 a/</u>
	1 332
 Observateurs militaires des Nations Unies (détachés de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve)	 <u>7</u>
	<u>1 339</u>

3. En outre, des observateurs de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) qui sont affectés à la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne aident la FNUOD selon les besoins.

4. Le commandement de la Force a continué d'être assuré par le général de division Gustaf Welin.

a/ Y compris quatre officiers qui ont été affectés à la mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan conformément à la lettre datée du 25 avril 1988 (S/19836), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité.

B. Déploiement

5. Le personnel de la FNUOD demeure déployé à l'intérieur ou à proximité de la zone de séparation, les camps de base et les unités logistiques étant installés dans les environs. La FNUOD a son quartier général à Damas. Son déploiement en mai 1988 est indiqué sur la carte jointe au présent rapport.

6. Le bataillon autrichien occupe actuellement 19 positions et 7 avant-postes et effectue 28 patrouilles quotidiennes à intervalles irréguliers sur des itinéraires préétablis dans la zone de séparation au nord de la route Damas-Kounaïtra, y compris cette route. Le bataillon finlandais occupe 16 positions et avant-postes et effectue 27 patrouilles quotidiennes à intervalles irréguliers dans la zone de séparation au sud de la route Damas-Kounaïtra. Dans la zone de séparation ou dans ses environs immédiats, les observateurs militaires de l'ONUST, sous le contrôle opérationnel de la FNUOD, occupent 11 postes d'observation.

7. Le camp de base du bataillon autrichien est situé à proximité de l'oued Faouar, à 8 kilomètres à l'est de la zone de séparation. Le camp de base du bataillon finlandais se trouve près du village de Ziouani, à l'ouest de la zone de séparation. Le bataillon autrichien continue de partager son camp de base avec l'unité logistique polonaise, tandis que le bataillon finlandais partage le sien avec l'unité logistique canadienne. L'unité canadienne des transmissions a des détachements dans les camps de Ziouani et Faouar ainsi qu'à Damas et à Kounaïtra. Des détachements de police militaire sont basés à Damas, à Tibériade et au camp de Ziouani.

C. Relève des contingents

8. Le contingent autrichien a été relevé partiellement les 26 novembre et 2 décembre 1987 et les 3 et 12 février 1988. Le contingent finlandais a été relevé partiellement le 10 décembre 1987 et le 28 avril 1988. L'unité logistique polonaise a été relevée les 3 et 13 décembre 1987. L'unité logistique canadienne a été relevée partiellement les 8 et 15 décembre 1987 et les 18, 25 et 30 mars et 1er avril 1988.

D. Discipline

9. La discipline, le sang-froid et le discernement de tous les membres de la Force sont remarquables et font honneur aux soldats et à leurs chefs, ainsi qu'aux pays qui fournissent les contingents.

II. LOGISTIQUE

10. Le soutien logistique de deuxième et troisième lignes continue d'être assuré par les unités logistiques canadienne et polonaise. L'aéroport international de Damas continue à servir de tête de pont aérien pour la relève des contingents. Les ports de Lattaquié et de Tartous sont utilisés pour les transports par mer. Le contrôle des mouvements aériens s'effectue à Damas et les expéditions par bateau sont confiées à des agents locaux. Le soutien aérien local est assuré, sur demande, par l'ONUST.

III. ACTIVITES DE LA FORCE

A. Fonctions et principes directeurs

11. Les fonctions et les tâches de la FNUOD et les principes directeurs régissant son action demeurent ceux qui sont exposés dans le rapport du Secrétaire général daté du 27 novembre 1974 1/.

12. La FNUOD a continué, avec la coopération des parties, à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées. Son action a été facilitée par les contacts étroits que le commandant de la Force et son état-major ont maintenus avec les officiers de liaison d'Israël et de la République arabe syrienne.

B. Liberté de mouvement

13. Le Protocole de l'Accord sur le dégagement prévoit que tous les contingents jouiront de la liberté de mouvement nécessaire à l'accomplissement de leur mission, mais le problème des restrictions à la liberté de mouvement continue de se poser. Le Secrétaire général continuera de faire tout son possible pour remédier à cette situation.

C. Maintien du cessez-le-feu

14. La FNUOD continue de surveiller l'application du cessez-le-feu entre Israël et la République arabe syrienne. Le cessez-le-feu a été respecté et il n'y a pas eu d'incident grave pendant la période considérée.

D. Contrôle de l'application de l'Accord sur le dégagement : zones de séparation et de limitation

15. La FNUOD continue de surveiller la zone de séparation afin de veiller, conformément à son mandat, à ce qu'aucune force militaire n'y soit présente. Elle assure cette surveillance à partir de positions et de postes d'observation fixes qui sont occupés 24 heures sur 24 et au moyen de patrouilles à pied ou motorisées qui parcourent nuit et jour à intervalles irréguliers des itinéraires préétablis. De plus, des avant-postes temporaires sont établis et des patrouilles spéciales sont effectuées de temps à autre. Dans le cadre d'un programme exécuté par les autorités syriennes (voir S/17177, par. 17), les civils continuent de revenir dans la zone de séparation et la République arabe syrienne y a posté une force de police, dans l'exercice de ses responsabilités administratives. La FNUOD a réorganisé ses opérations en conséquence, de manière à s'acquitter efficacement des tâches de surveillance qui lui ont été confiées en vertu de l'Accord sur le dégagement.

16. Conformément à l'Accord sur le dégagement, la FNUOD continue d'effectuer, toutes les deux semaines, des inspections des armements et des forces dans la zone de limitation. Ces inspections sont faites avec l'assistance d'officiers de liaison des parties, qui accompagnent les équipes d'inspection de la FNUOD. Celle-ci prête en outre son concours et ses bons offices à la demande des parties. Dans l'accomplissement de ses fonctions, la FNUOD a continué de bénéficier de la coopération des deux parties, encore qu'elles restreignent l'une et l'autre la

liberté de mouvement et d'inspection des équipes de la FNUOD dans certains secteurs. La FNUOD continue de s'employer à faire lever les restrictions restantes, de manière à garantir sa liberté d'accès en tous lieux, des deux côtés.

17. La sécurité des bergers syriens qui font paître leurs troupeaux à proximité et à l'ouest de la ligne A (voir la carte) demeure un sujet de préoccupation pour la FNUOD. L'augmentation du nombre de patrouilles sur les chemins de patrouille récemment déminés et l'organisation périodique de patrouilles régulières dans ces zones aident à éviter les incidents. La clôture installée pour protéger les pâturages dans la partie sud de la zone de séparation contribue à réduire le nombre des incidents. De nouveaux chemins de patrouille le long de la ligne A et de la ligne B sont en construction dans la zone de séparation.

E. Mines

18. Les mines continuent de présenter un danger pour les membres de la Force et pour la population civile dans la zone de séparation. Un camion de la Force a été détruit par l'explosion d'une mine sur une route couverte de neige et de boue. La Force continue de s'employer, en consultation avec les parties, à déminer la zone d'opération. Pendant la période considérée, quatre équipes polonaises de techniciens ont déminé une superficie totale de 39 159 mètres carrés. Elles ont détruit 5 mines antichar, 4 mines antipersonnel, 39 obus d'artillerie, 43 obus de mortier, 1 grenade à main et 79 projectiles antisériens, ainsi que de grandes quantités de munitions pour armes individuelles. Des sentiers de patrouille d'une superficie de 2 000 mètres carrés environ ont été vérifiés à nouveau après le dégel.

F. Activités humanitaires

19. Au cours de la période considérée, la FNUOD a mis des moyens à la disposition du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour faciliter la remise de paquets et de courrier et le passage de personnes et d'effets personnels qui devaient franchir la zone de séparation.

IV. ASPECTS FINANCIERS

20. Par sa résolution 42/70 A du 3 décembre 1987, l'Assemblée générale a notamment autorisé le Secrétaire général à engager mensuellement des dépenses pour la FNUOD jusqu'à concurrence d'un montant brut de 2 944 000 dollars (soit un montant net de 2 893 000 dollars) pendant la période allant du 1er juin au 30 novembre 1988 inclus, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Force au-delà de la période de six mois spécifiée dans sa résolution 603 (1987) du 25 novembre 1987. Par conséquent, si le Conseil de sécurité prorogeait le mandat de la Force au-delà du 31 mai 1988, les dépenses engagées par l'ONU pour l'entretien de la Force jusqu'au 30 novembre 1988 n'excéderaient pas le montant des engagements autorisés par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/70 A, à supposer que les effectifs et les responsabilités de la Force restent les mêmes. A sa quarante-troisième session, l'Assemblée générale devrait ouvrir les crédits nécessaires pour les périodes postérieures au 30 novembre 1988, au cas où le Conseil déciderait de proroger le mandat de la Force au-delà de cette date.

V. APPLICATION DE LA RESOLUTION 338 (1973) DU CONSEIL DE SECURITE

21. Lorsqu'il a décidé, par sa résolution 603 (1987), de renouveler le mandat de la FNUOD pour une nouvelle période de six mois, le Conseil de sécurité a également demandé aux parties intéressées d'appliquer immédiatement sa résolution 338 (1973) et il a prié le Secrétaire général de soumettre à la fin de cette période un rapport sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer cette résolution.

22. La recherche d'un règlement pacifique au Moyen-Orient et, en particulier, les efforts déployés à divers échelons pour assurer l'application de la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité sont exposés dans le rapport du Secrétaire général sur la situation au Moyen-Orient (A/42/714-S/19249), présenté en application de la résolution 41/162 A de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1986. Le Secrétaire général est demeuré en rapport à ce sujet avec les parties et avec les gouvernements intéressés.

VI. OBSERVATIONS

23. La Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, qui a été créée en mai 1974 pour contrôler l'application du cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité et celle de l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes, en date du 31 mai 1974, a continué de remplir efficacement ses fonctions avec la coopération des parties. Pendant la période considérée, la situation dans le secteur Israël-Syrie est demeurée calme et il n'y a pas eu d'incident grave.

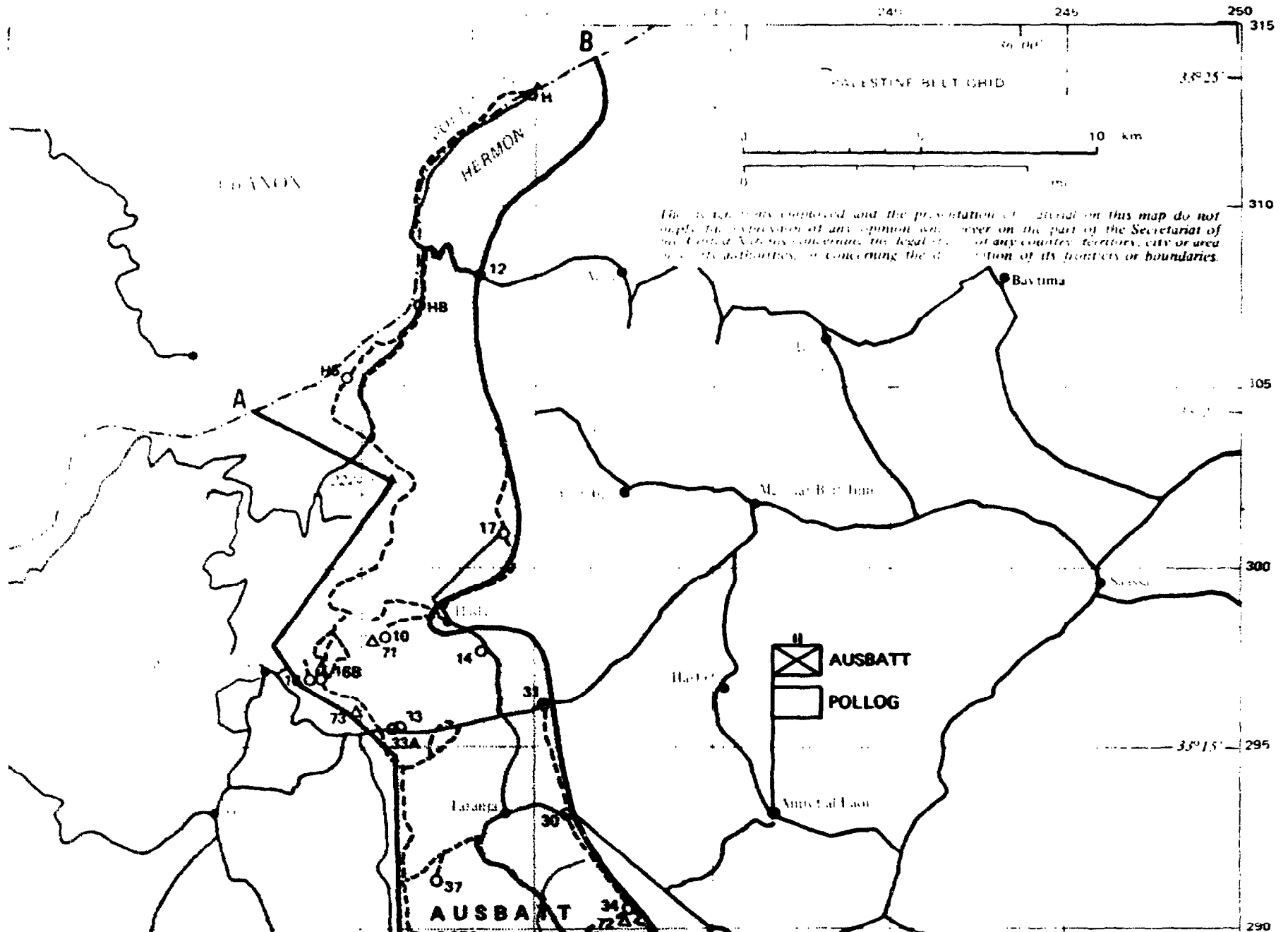
24. Malgré le calme qui règne actuellement dans le secteur Israël-Syrie, la situation demeure potentiellement dangereuse dans tout le Moyen-Orient et elle risque de le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble couvrant tous les aspects du problème du Moyen-Orient. Je continue d'espérer que tous les intéressés feront des efforts énergiques pour s'attaquer au problème sous tous ses aspects, en vue d'arriver à un règlement de paix juste et durable, comme le Conseil de sécurité l'a demandé dans sa résolution 338 (1973).

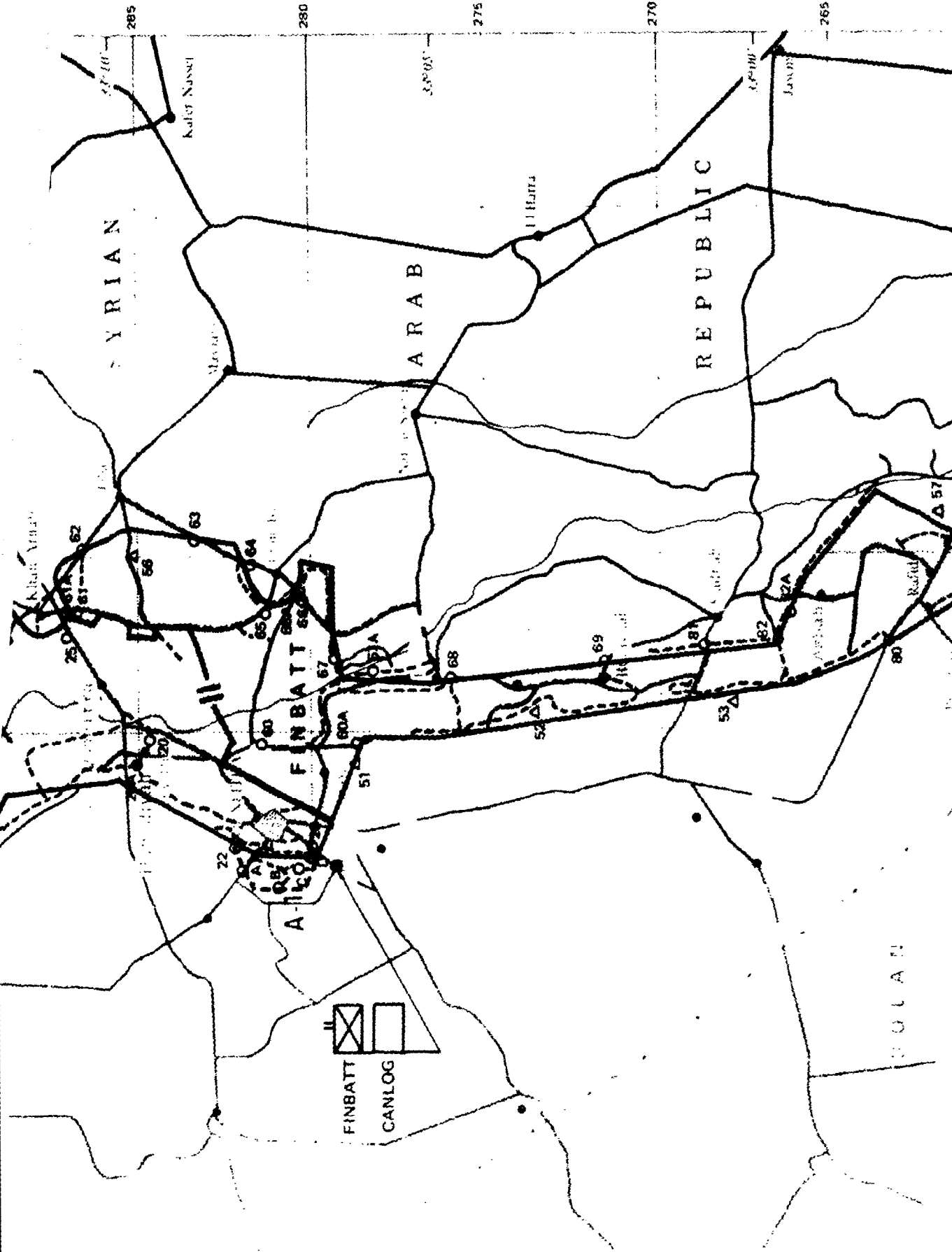
25. Dans ces conditions, je considère qu'il est essentiel de maintenir la présence de la FNUOD dans la région. Je recommande donc au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 30 novembre 1988. Le Gouvernement de la République arabe syrienne a donné son assentiment à la prorogation proposée. Le Gouvernement israélien a également exprimé son accord.

26. En concluant le présent rapport, je tiens à remercier les gouvernements qui fournissent des contingents à la FNUOD et ceux qui fournissent les services des observateurs militaires de l'ONUST affectés à la Force. Je saisis également cette occasion pour rendre hommage au général Gustaf Welin, commandant de la FNUOD, ainsi qu'aux officiers, sous-officiers et soldats de la Force et à son personnel civil, de même qu'aux observateurs militaires de l'ONUST affectés à la FNUOD. Tous s'acquittent avec un dévouement et une efficacité exemplaires des tâches importantes que le Conseil de sécurité leur a confiées.

Note

**1/ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année,
Supplément d'octobre, novembre et décembre 1974, document S/11563, par. 8 à 10.**



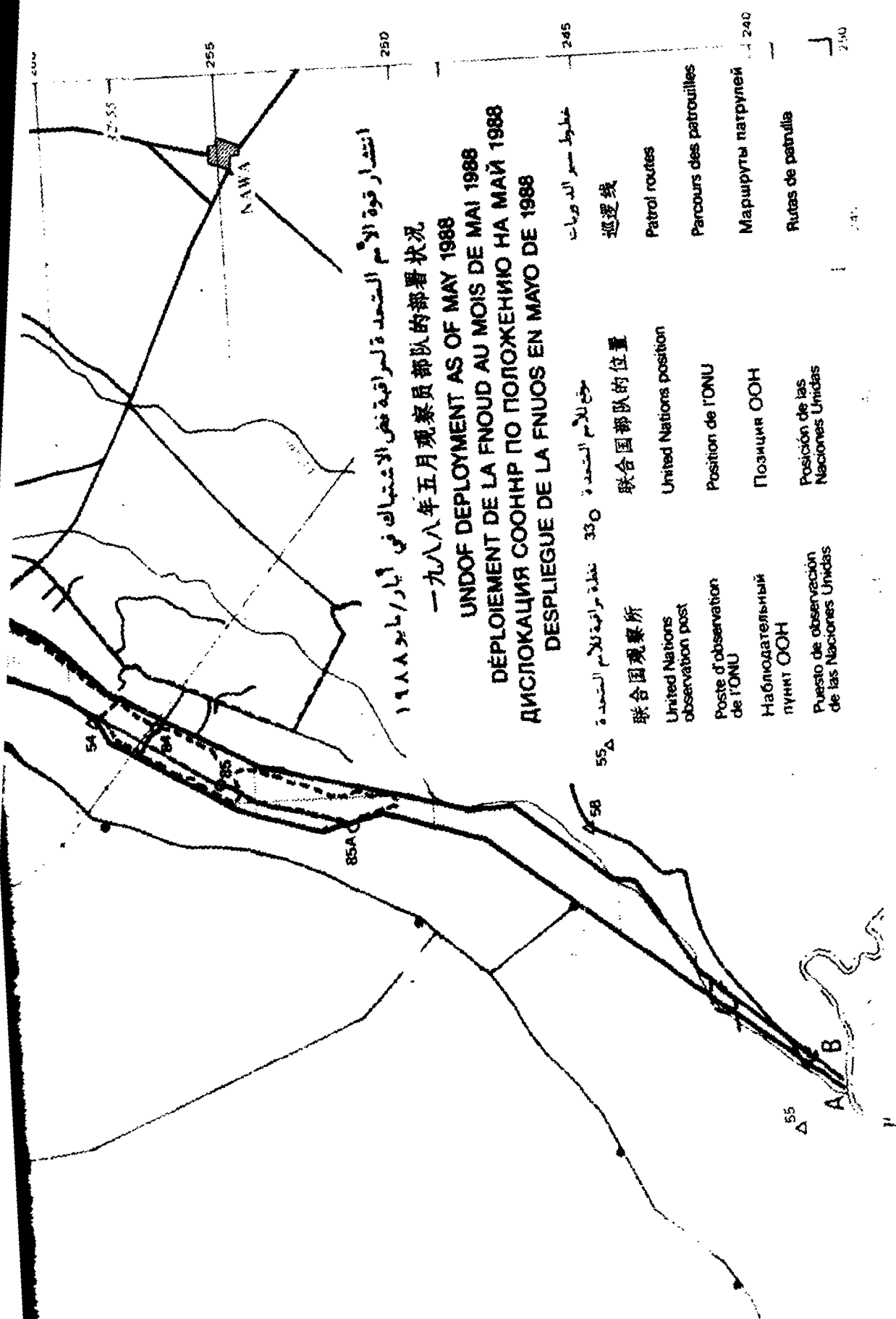


JORDAN

ARAB REPUBLIC

SYRIAN

FINBATT	CANLOG



انتشار قوة الأمم المتحدة لمراقبة فض الاشتباك في أيار/مايو 1988
 一九八八年五月观察员部队的部署状况
 UNDOF DEPLOYMENT AS OF MAY 1988
 DÉPLOIEMENT DE LA FNOUD AU MOIS DE MAI 1988
 ДИСЛОКАЦИЯ СООБНПР ПО ПОЛОЖЕНИЮ НА МАЙ 1988
 DESPLIEGUE DE LA FNUOS EN MAYO DE 1988

- | | |
|---|---|
| موقع للأمم المتحدة 330 نقطة مراقبة للأمم المتحدة 55 | 联合国部队的位置
United Nations position
Position de l'ONU
Позиция ООН
Posición de las Naciones Unidas |
| خطوط مسير الدوريات 330 خطوط مسير الدوريات 58 | 联合国巡逻线
United Nations patrol routes
Parcours des patrouilles
Маршруты патрулей
Rutas de patrullas |
| موقع للأمم المتحدة 330 نقطة مراقبة للأمم المتحدة 55 | 联合国观察所
United Nations observation post
Poste d'observation de l'ONU
Наблюдательный пункт ООН
Puesto de observación de las Naciones Unidas |